

ACTION URGENTE

COLOMBIE. DEUX PROCHES DE DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT ONT ÉTÉ TUÉS

Deux proches de membres du mouvement Ríos Vivos ont été tués dans le département d'Antioquia (Colombie) le 22 septembre. Ces homicides ont eu lieu après plusieurs autres homicides de défenseurs de l'environnement, membres du même mouvement, touchés par l'impact sur l'environnement et les droits humains de la construction du barrage d'Ituango.

Le 22 septembre, le neveu de Rubén Areiza, un membre du mouvement Ríos Vivos, a été abattu par des hommes non identifiés alors qu'il revenait d'un événement sportif dans la municipalité de Briceño (département d'Antioquia, nord-ouest de la Colombie). Un autre homme a été blessé lors de cette attaque. Le même jour, le fils d'un ancien membre du mouvement Ríos Vivos a été tué à l'aide d'un objet pointu dans la municipalité de Valdivia, également située dans le département d'Antioquia.

Ces deux homicides ont eu lieu après plusieurs autres. Le 8 mai, **Luis Alberto Torres Montoya**, membre du mouvement Ríos Vivos et de l'Association des mineurs et pêcheurs artisanaux de Puerto Valdivia, et son frère, **Duvián Andrés Correa Sánchez**, ont été tués par des agresseurs non identifiés. Quelques jours auparavant, **Hugo Albeiro George Pérez**, également membre du mouvement Ríos Vivos, et son neveu, **Domar Egidio Zapata George**, avaient été tués par des agresseurs non identifiés. Ces événements ont eu lieu le même jour qu'une journée de manifestation organisée par Ríos Vivos. Quelque 160 personnes s'étaient rassemblées pour exprimer leurs préoccupations face au risque d'inondations et d'avalanches près de chez elles, du à de fortes pluies qui ont bouché un tunnel construit dans le cadre du projet hydroélectrique Hidroitango. Cela a provoqué une montée des eaux qui, selon le mouvement Ríos Vivos, a eu un impact sur au moins 45 familles.

Ce mouvement fait campagne contre le projet hydroélectrique de Hidroitango depuis 2008 en dénonçant les dommages causés par le barrage dans la zone ; tout d'abord sous le nom de Procédure des communautés touchées par Hidroitango (Proceso de Comunidades Afectadas por Hidroitango), et depuis 2011 sous le nom de mouvement Ríos Vivos.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités colombiennes de mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie et impartiale sur ces homicides, qui prenne en considération l'appartenance des victimes au mouvement Ríos Vivos et leur relation avec des membres/anciens membres de ce mouvement, et de traduire en justice tous les responsables présumés ;
- demandez que le Plan collectif de prévention et protection des membres du mouvement Ríos Vivos soit pleinement mis en œuvre dans les meilleurs délais ;
- appelez les autorités à prendre des mesures immédiates afin de pouvoir surmonter les problèmes structurels sous-tendant les menaces, homicides et agressions dont sont victimes des défenseurs des droits humains en rapport avec le projet hydroélectrique Hidroitango.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 7 NOVEMBRE 2018 À :

Procureur général
Nestor Humberto Martínez
Fiscal General de Colombia
Diagonal 22B No. 52-01
Bogotá, D.C., Colombie
Courriel : contacto@fiscalia.gov.co,
denuncie@fiscalia.gov.co,
despacho.fiscal@fiscalia.gov.co

Formule d'appel : Dear Attorney General, / Monsieur le Procureur général,
Ministry of Interior
Guillermo Rivera Flórez
Ministro del Interior
Calle 12 B No. 8 – 46
Bogotá D.C, Colombie
Courriel :
servicioalciudadano@mininterior.gov.co

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Copies à :
Gobernación de Antioquia
Calle 42B Número 52- 106
Medellín, Antioquia
Courriel :
gobernaciondeantioquia@antioquia.gov.co
co

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 88/18. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/8360/2018/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. DEUX PROCHES DE DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT ONT ÉTÉ TUÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La construction du projet hydroélectrique d'Hidroituango a commencé en 2010. Le barrage se situe sur la rivière Cauca, dans le département d'Antioquia, en Colombie. Une des activités annoncées pour ce projet prévoit le « détournement provisoire de la rivière Cauca », entre autres. Selon Ríos Vivos, plus de 500 familles ont été déplacées à ce jour en raison de ce projet. Même l'évaluation de l'impact social et environnemental du projet commandée par Hidroituango indique que les municipalités d'Orobajo et de Barbacoas « seront complètement inondées ».

La construction du barrage a été confiée à EPM Ituango, un consortium regroupant l'entreprise Empresas Públicas de Medellín (EPM) et le gouvernement d'Antioquia. Le projet est également partiellement financé par la Banque interaméricaine de développement.

Ríos Vivos a indiqué que 151 agressions avaient eu lieu contre des membres de l'association, et que trois membres avaient été tués dans le contexte des manifestations contre ce projet hydroélectrique. Deux autres tentatives d'homicide auraient eu lieu contre des membres de Ríos Vivos, et plus de 60 cas de menaces ont été enregistrés.

Le 20 avril 2018, 25 membres du Parlement européen ont envoyé une lettre aux autorités colombiennes afin d'exprimer leur inquiétude quant à la situation des habitants de la zone avant le remplissage imminent du barrage. Ils ont déploré le fait que ce barrage soit situé dans une zone où sont présentes des fosses communes et d'autres restes humains ensevelis. À ce jour, 159 corps ont déjà été exhumés, mais il est fort probable que de nombreux autres corps soient retrouvés sur place.

Un Plan collectif de prévention et de protection a été adopté en faveur des membres du Mouvement Ríos Vivos en 2013 ; cependant, à ce jour, les autorités n'ont toujours pas procédé à la mise en œuvre du plan. Un groupe de députés suédois ont à cet effet envoyé une lettre sollicitant l'application du plan.

Nom : néant
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 88/18, AMR 23/9160/2018, 26 septembre 2018

